

Appel pour une refondation de la politique Sahélienne de la France

Des organisations de la société civile françaises, dont le CCFD-Terre Solidaire, et des personnalités publiques expertes du Sahel interpellent les autorités françaises. Elles appellent à une refondation de la politique de la France au Sahel :

Huit ans. Huit longues années d'opérations militaires françaises dans les sables du Sahel et pourtant la sécurité n'est pas rétablie dans une région toujours meurtrie par les crises.

L'opération Barkhane, devenue une des plus importantes opérations extérieures françaises de l'histoire récente, fait l'objet de peu de débat public. Pas plus que l'ensemble de la politique étrangère de la France au Sahel, largement dominée par une approche sécuritaire.

Il est désormais temps d'ouvrir publiquement ce débat. Une refondation de la politique sahélienne de la France est nécessaire, ancrée dans une nouvelle manière de voir le Sahel et de penser nos relations et modes de coopérations avec ces pays, comme plus largement avec le continent africain.

Sur le plan sécuritaire, l'intervention française est dans une impasse : non seulement la situation ne s'est pas améliorée mais elle s'est même gravement détériorée ces derniers mois, touchant désormais des régions et des pays autrefois épargnés.

Le Sahel connaît une hausse des violences plus rapide qu'aucune autre région d'Afrique : les incidents violents liés à des groupes armés non étatiques ont doublé chaque année depuis 2015. Dans les pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad), 3,7 millions de personnes ont été déplacées de force par les violences, et les massacres contre les populations civiles se multiplient. 19,6 millions de personnes ont besoin d'assistance humanitaire et plus de 6,7 millions de Sahéliens et de Sahéliennes souffriront de la faim d'ici à l'été 2021. Et malgré cette



tragédie, les organisations humanitaires font face à des difficultés croissantes pour accéder aux populations dans le besoin.

A ce triste tableau s'ajoutent exactions et violences largement impunies contre les populations civiles de la part des diverses parties au conflit, y compris des accusations visant des forces de sécurité étatiques. Ces derniers mois l'ONU et les organisations de droits humains ont ainsi répertorié des cas de disparitions forcées et d'exécutions extrajudiciaires dont seraient responsables des éléments des armées maliennes, burkinabè et nigérienne. La MINUSMA a également conclu à la responsabilité de l'armée française dans la mort de 19 civils lors d'une opération au Mali le 3 janvier 2021 près du village de Bounti.

La crise que traverse le Sahel est multidimensionnelle, adossée à des facteurs sociaux, économiques et politiques, qui risque encore de s'aggraver avec la pandémie de Covid-19. La pauvreté touche 40% de sahéliens et sahéliennes. Plus de 2,5 millions d'enfants n'y sont pas scolarisés.

La moitié des habitants n'a pas accès à l'eau potable. Cette situation affecte particulièrement les femmes, qui restent par ailleurs largement exclues des espaces de prise de décision.

Et malgré ces immenses défis, les budgets dédiés à la santé, l'éducation, l'agriculture, l'eau, l'assainissement ou encore la protection sociale

sont sous pression, notamment pour répondre à l'accroissement des dépenses sécuritaires et au remboursement de dettes souveraines qui explosent. Les restrictions aux libertés publiques se multiplient, souvent légitimées par la lutte présentée contre le terrorisme.

Et ceux et celles qui ont le courage de dénoncer de potentiels détournements d'argent public - y compris d'aides militaires censées contribuer à la sécurité et à la stabilisation des populations - se retrouvent le plus souvent criminalisés et menacés.

Face à ce constat, les voix s'élèvent - au Sahel comme en Europe - pour pointer l'inadaptation des stratégies actuelles et appeler à un sursaut. La multiplication d'initiatives et l'enchaînement de sommets et conférences internationaux ces dernières années apparaissent comme le bégaïement d'une même stratégie qui a principalement misé sur une réponse militaire pour répondre à une crise qui bouleverse les contrats sociaux et les modèles de gouvernance, et qui dès lors appelle à des réponses bien plus complexes.

Le lancement de l'Alliance pour le Sahel en 2017 a voulu donner des gages d'un rééquilibrage vers les questions de développement, sans toutefois s'affranchir d'une vision instrumentale d'un nexus « diplomatie-défense-développement » qui s'avère inopérant. Le développement ne peut être facteur de paix s'il n'intègre pas l'enjeu des droits humains, de l'inclusion, de l'équité et de la redevabilité. Si le récent sommet de N'Djamena en février a conduit à certaines évolutions positives - notamment par la prise en considération de certaines causes profondes des conflits - elles doivent désormais se traduire en un réel changement de stratégie.

La stratégie de la France n'échappe pas à ces critiques. Le rôle prédominant de notre pays ces dernières années dans la définition de ces stratégies a donné le sentiment que l'avenir du Sahel se décide plutôt à Paris qu'à Bamako ou Ouagadougou. Et avec lui, un rejet toujours plus fort de l'action et de la présence françaises par une partie des populations sahéniennes, alors qu'elle interroge aussi de plus en plus l'opinion publique française. Nous n'attendons pas de la

France qu'elle solutionne les défis du Sahel mais qu'elle accompagne un autre processus de reconstruction. Une autre approche est possible.

L'aide publique au développement française au Sahel stagne depuis 10 ans et l'an dernier notre pays participait à moins de 1% des besoins de financements humanitaires. La future loi sur le développement et la lutte contre les inégalités mondiales doit être l'occasion de repenser les modèles de développement et de croissance promus par notre aide.

Il convient aujourd'hui de remettre en cohérence notre action internationale, et d'inscrire en son cœur le renforcement des sociétés civiles locales, la promotion des droits humains, la protection des civils, la gouvernance inclusive, la justice, la lutte contre la corruption, l'égalité de genre ou encore la réduction des inégalités et la justice climatique. Les organisations locales qui agissent sur ces sujets sensibles et souvent dangereux pour leurs membres ont besoin d'un soutien politique, technique et financier plus affirmé.

Alors qu'un sommet Afrique-France se tiendra à Montpellier en juillet prochain, **nous appelons à une refondation de la politique de la France au Sahel.** Refondation qui doit se construire sur un dialogue inclusif et un débat démocratique qui ont cruellement manqué depuis 2013. Ce débat doit prendre en compte la diversité des analyses et expertises en regroupant parlementaires, diasporas, monde académique, sociétés civiles d'ici et de là-bas, acteurs du développement et de la sécurité.

Pour réussir cette refondation, il est nécessaire d'être véritablement à l'écoute des communautés affectées ; les femmes et la jeunesse sahéniennes notamment, sont porteurs de solutions qui n'attendent qu'à être écoutées. Nos organisations en sont témoins, les initiatives citoyennes se multiplient au Sahel pour proposer d'autres schémas pour le futur de leurs pays, comme la récente « Coalition citoyenne pour le Sahel ».

De nombreuses sociétés sahéniennes soutiennent cet appel. (Voir la liste des signataires et des soutiens sur le site internet www.afaspa.com)

MAUVAISE NOUVELLE



Nouveau tir du missile nucléaire M51

Le mercredi 28 avril 2021, la France a procédé à un nouveau tir du Missile nucléaire M51-3 depuis le centre d'essais de missiles des Landes, entre Biscarrosse et Mimizan.

Le M51 a été tiré depuis la terre en direction de l'océan Atlantique nord. Ce missile de 12 mètres de haut qui pèse de l'ordre de 56 tonnes peut porter jusqu'à 10 bombes atomiques d'une puissance unitaire pouvant être d'une dizaine de fois la puissance de la bombe larguée sur

Nagasaki et ayant chacune une trajectoire autonome (tête « Mirvées »).

Chaque missile a un coût unitaire minimum de 120 millions d'Euros. C'était le septième tir du programme M51 qui vise à mettre au point les 60 nouveaux missiles qui équiperont les 4 nouveaux sous-marins nucléaires lanceurs d'engins dont le PDG de Naval Group a annoncé à Brest, le 28 mai sur la chaîne Tebeo la livraison du dernier exemplaire en 2050.

Le Mouvement de la Paix alerte sur la nécessité de stopper cette course suicidaire aux armements nucléaires qui concerne seulement 9 Etats qu's'arrogent un droit de vie et de mort sur l'humanité entière en violation totale du droit international.

Il appelle à manifester partout en France le 7 juillet 2021 contre cette politique dangereuse et coûteuse.

ECHOS D'AFRIQUE

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Une entente entre présidents qui enterrerait la vérité et la justice sur des massacres de civils ?

C'est en grande pompe, devant la presse locale et internationale que Félix Tshisekedi et Paul Kagame ont annoncé des accords signés le 25 juin dernier, une nouvelle alliance sensée tourner la page et entrer dans une ère nouvelle. Il est des présidents qui aiment «tourner la page» en évitant l'analyse de texte qui implique d'en tirer les conséquences. Ainsi, rapporte RFI, «Paul Kagame a exhorté les citoyens des deux pays à oublier ce qui les a affecté dans le passé et se focaliser sur ce qu'il y a de bon pour avancer sur des nouvelles bases». De son côté, le président Félix Tshisekedi «a salué le rapprochement et regretté les considérations négatives du passé».

Oubliées les centaines de milliers de morts, de victimes estropiées et traumatisées dans les attaques de civils qui durent depuis 1996 ?

Absouts les groupes armés rwandais et ougandais, ceux financés par des multinationales, les hauts

gradés de l'armée congolaise qui est également citée ?

Ce trop long drame sur fond de lutte pour l'exploitation des mines de coltan, diamant et d'or n'a que trop duré ; sans reconnaissance et sans la justice il ne fera que perdurer : Le sous-sol congolais a fait du Rwanda l'un des principaux exportateurs de minerais rares dont la trace n'a pas été détectée dans le pays. Est-il prêt à abandonner une telle rente de situation ?

Cette parfaite entente entre les deux dirigeants ne peut étouffer l'indignation des populations du sud-Kivu, suite aux propos de Paul Kagame déclarant en mai dernier qu'il n'y a jamais eu de massacre dans l'Est de la RDC. D'ailleurs la société civile et les ONG se mobilisent pour faire juger les crimes commis depuis 1996. Ils ont été documentés dans le rapport Mapping, une enquête de l'ONU de 2010.

Ce document de 550 pages, répertorie des crimes contre l'humanité, des viols dénoncés par le docteur Denis Mukwege, gynécologue, Prix Nobel de la Paix, soupçonné par P. Kagame d'être manipulé par des «forces» obscures...

SENEGAL

Selon le Mouvement pour la défense de la démocratie (MDD) douze manifestants ont été arrêtés le 25 juin 2021 à Dakar durant le vote par les députés de lois "antiterroristes", jugées liberticides par l'opposition et des organisations de la société civile. Les deux projets de loi examinés ont fait l'objet de débats houleux. Des députés ont échangé des invectives en pleine séance. Le principal opposant Ousmane Sonko et un de ses collègues du pouvoir ont dit s'être battus dans le hall de l'Assemblée nationale, selon leurs déclarations différentes sur les réseaux sociaux. 70 députés ont approuvé les textes alors que 11 ont voté contre. Le nombre de députés en séance, sur les 165 que compte l'Assemblée, n'a pas été communiqué. Les textes modifient le Code pénal et le Code de procédure pénale pour "renforcer la

lutte contre le terrorisme", a déclaré à l'AFP le président du groupe parlementaire de la majorité. Une disposition du Code pénal révisé est particulièrement décriée par le MDD. Elle assimile à des "actes de terrorisme punis de la réclusion criminelle à perpétuité" des faits "commis intentionnellement en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but d'intimider une population" et "*de troubler gravement l'ordre public*".

Pour l'opposant et député Toussaint Manga. L'enjeu des nouveaux textes est que "*le président Macky Sall veut briguer un troisième mandat et veut mettre des garde-fous*" pour empêcher les gens de manifester. *La loi permet déjà de réprimer le terrorisme puisque ces dernières années des tribunaux sénégalais ont prononcé plusieurs condamnations pour des faits liés au "terrorisme" ».*

MAROC

La Justice, « façon royaume »

La Cour de cassation a confirmé les condamnations des détenus du Hirak du Rif et rejeté les demandes des 42 détenus, alors que certains avaient purgé leur peine, d'autres avaient été graciés et trois avaient renoncé à leur pourvoi en cassation. Mohamed Aghnaj, avocat membre du comité de défense, a estimé que « *les accusés n'avaient pas bénéficié de leur droit à un procès équitable devant une justice indépendante et impartiale* »

Les eurodéputés adoptent une résolution condamnant le Maroc pour l'exode migratoire organisée

À l'initiative des libéraux espagnols et des écologistes, les eurodéputés ont voté le 10 juin une résolution d'urgence condamnant le Maroc (397 pour, 85 contre, 196 abstentions) pour « l'utilisation par le Maroc des contrôles aux frontières et de la migration, notamment des mineurs non accompagnés, comme moyen de pression politique sur un Etat membre de l'Union » ce qui constitue une « violation de la convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant » et qualifie les événements passés d'« incident injustifiable, qui ne correspond pas à la coopération établie de longue date et à la relation de confiance qui prévaut entre les deux parties, en particulier dans le domaine de la migration ». Lors de leur intervention, les eurodéputés du

Groupe de la Gauche et Verts/ALE ont presque tous évoqué le dossier du Sahara occidental à ce qui s'est passé à Ceuta, indiquant qu'« il est temps d'activer les clauses relatives au droit de l'Homme dans le traité UE-Maroc, de défendre les citoyens du royaume et de reconnaître la République sahraouie libre et démocratique. Ce n'est qu'ainsi que nous échapperons au chantage permanent du Maroc vis-à-vis de l'Union européenne. » De son côté, Pineda Manu, du même groupe, a affirmé que l'UE répond au « chantage du Maroc en lui envoyant de plus en plus d'argent pour qu'il continue à exploiter les ressources naturelles du Sahara occidental ». « La frontière de l'Espagne est une frontière de l'UE et il faut continuer de la défendre et permettre au Sahara occidental d'exploiter ses propres ressources », a-t-il déclaré. Pour sa part, l'Espagnol Solé Jordi (Verts/ALE) a estimé qu'« aucun conflit de souveraineté ne justifie que l'on joue avec la vie de famille, de mineurs avec des aspirations ». « Rien ne justifie que l'on mette en danger leur intégrité physique. Les migrations ne peuvent pas servir de monnaie d'échange dans un conflit diplomatique les autorités marocaines de manière téméraire ont transformé un conflit diplomatique bilatéral en conflit humanitaire avec l'UE », a-t-il critiqué avant d'avancer, lui aussi, que « des situations telles que celle au Sahara occidental entraînent toujours des tensions ». « Il faut œuvrer pour trouver des solutions conformément aux demandes des Nations unies en appliquant le droit

à l'autodétermination du Sahara occidental et l'UE doit être plus proactive et aider à résoudre ce conflit», a-t-il plaidé. Les autres eurodéputés ont également été unanimes à dénoncer lesdits événements, accusant ouvertement le Maroc de «chantage» et de «violations des droits de l'Homme». Zarzalejos Javier (groupe du Parti populaire européen) a affirmé qu'il est «inacceptable qu'une crise diplomatique se convertisse en une stratégie délibérée de déstabilisation de villes espagnoles». «Le Maroc a commis une sérieuse erreur et cette résolution le dit clairement. Nous souhaitons de ne pas aggraver la situation», a-t-il ajouté. Vollath Bettina, de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen a même comparé cette pratique à celle de la Turquie.

SAHARA OCCIDENTAL

Le plan agricole Génération Green 2020-2030 du Maroc prévoit de construire 5000 hectares de serres au Sahara occidental durant la décennie. Il compte ainsi attaquer le marché européen des fruits et légumes, dominé aujourd'hui par les productions du sud de l'Espagne, en particulier sur le marché de la tomate. Des centaines de producteurs espagnols sont menacés du fait de la franchise de droits que l'accord préférentiel Maroc/Union européenne offre au royaume, sans compter les salaires encore plus bas que ceux des migrants embauchés dans l'agriculture en Europe.

"Lorsqu'il s'agit des intérêts du Maroc, les eurodéputés français font bande à part en Europe » rapporte Médiapart en analysant le vote (extrait) : Contrairement à une majorité d'eurodéputés, 64 députés français, sur une délégation de 79, ont voté contre (dont les 6 élus de FI) ou se sont abstenus, de critiquer le royaume. La dernière résolution d'urgence sur le Maroc date de 1998. « Le Maroc fait d'ordinaire partie des pays "intouchables" », glisse un spécialiste du dossier à Bruxelles. « Même si le texte en lui-même ne dit pas grand-chose de décisif, le simple fait que ce texte adopte un ton critique vis-à-vis du Maroc reflète un changement du climat politique », avance Hugh Lovatt, un expert du Conseil européen.

L'Espagne, qui soutien à Bruxelles l'Etat à qui elle a cédé son ancienne colonie, accuse un mauvais «retour de bâton» de ses transgressions à répétition du droit international.



Les plantations de tomates Azura

TOGO

Le déficit en céréales inquiète vendeurs et consommateurs

Au Togo où les prévisions pluviométriques sont inférieures à la moyenne dans les zones littorales, la prochaine récolte céréalière s'annonce décevante.

Depuis quelques jours, les prix des produits céréaliers, notamment le maïs, le mil et le haricot connaissent une hausse de prix sur les marchés. Au marché de Vogon, un des grands marchés de la région maritime, les céréales sont à peine disponibles. En cause, une mauvaise pluviométrie qui a succédé à des inondations qui ont abîmé les champs. La situation inquiète les producteurs et les clients.

Le marché de vente en gros de Vogon, à 65 km de

Lomé, le sac de maïs de 1,5kg se vend à 450 Francs CFA contre 350 il y a un an. Le mil, le sorgho sont également plus cher. Le directeur de l'Agence nationale pour la sécurité alimentaire qui régule le marché des céréales indique que les marchés de détail sont actuellement bien fournis, mais les prix sont en forte hausse du fait que les pluies en cours se sont brusquement arrêtées. Cependant, le Togo ayant connu un excédent céréalier de 68000 tonnes lors de la précédente campagne agricole, cela devrait au moins permettre de juguler temporairement les prix. Mais le manque peut survenir dans les semaines à venir. La situation est identique au marché d'Anié qui fournit la capitale. Le déficit de l'offre actuelle et à venir suffit à faire monter les prix sur les étals de Lomé, comme à Accra et Dakar.

ALGÉRIE

C'est une stratégie d'étouffement du hirik que les autorités tentent de mettre en place à quelques semaines des élections du 12 juin à l'opportunité contestée, alors que pour la troisième semaine, les manifestations sont interdites et que la répression policière sur le mouvement pacifique se poursuit dans les villes où les habitants sont cependant descendus dans les rues. Ce dernier vendredi, pour la première fois depuis le 22 février 2019, le hirik n'a pas eu lieu à Alger où un barrage répressif a stoppé tout cortège partant de Bab el Oued.

C'est particulièrement en Kabylie à Tizi Ouzou et Béjaïa. Par ailleurs la connexion à internet est fortement en baisse dans le centre ville d'Alger. La Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme constate *« Ces dernières semaines ont été marquées par une aggravation sans précédent de la répression contre les citoyens engagés dans le hirik : journalistes, étudiants et défenseurs des droits de l'homme en sont les principales cibles. Les tribunaux et les prisons deviennent des instrument contre l'action citoyenne et contre toute pensée critique. »*

Détenus d'opinion : lancement d'une large campagne de solidarité

Un appel a été diffusé sur les réseaux sociaux en vue d'organiser le 4 juin une journée de solidarité nationale avec les prisonniers politiques algériens. Les internautes algériens ont lancé un hashtag sur les réseaux sociaux *« #liberez_les_detenus_d_opinion »*.

SWAZILAND

Nouvellement appelé le Royaume d'Eswatini, ce pays situé aux confins de l'Afrique australe entre l'Afrique du Sud et le Mozambique n'a jamais connu une telle situation. Si précédemment les manifestations étaient le fait des opposants et des syndicalistes, cette fois les forces de répression ont affaire à une jeunesse qui n'en peut plus de la misère de la grande majorité de la population. En ces derniers jours de juin 2021 un couvre-feu a été décrété et l'armée s'est déployée pour réprimer les manifestations spontanées qui ont débordé les policiers :

Depuis le 26 juin des émeutes ont éclaté dans plusieurs villes, au cours desquelles des magasins ont été incendiés et pillés, des véhicules caillassés... *« Une foule incontrôlable »* avoue dans un communiqué le premier ministre. La répression



En effet l'escalade de la répression contre les participants aux activités du hirik en Algérie se poursuit. Le maintien en détention et les condamnations de plusieurs activistes, militants et journalistes engagés dans le hirik, ces derniers jours, on provoqué une vague d'indignation au sein de la société civile. Dans son dernier recensement, le comité national pour le libération des détenus (cnld), estime à 207 le nombre de détenus d'opinion actuellement incarcérés. Le mouvement ne cesse de prendre de l'ampleur sous des formes pacifiques.

Fethi Ghares, coordinateur du Mouvement démocratique et social (MDS) a été arrêté à son domicile le 30 juin, son domicile a été perquisitionné, il a été placé sous mandat de dépôt le lendemain par un tribunal de Bab El Oued. Ses avocats indiquent qu'il est poursuivi notamment pour *« publication pouvant porter atteinte à l'intérêt national »*, *« publication pouvant porter atteinte à l'unité nationale »*, *« outrage à un corps constitué »* et *« atteinte au Président »*.

ne s'est pas fait attendre. Soldats et policiers ont tiré à balles réelles sur les gens pour *« maintenir la loi et l'ordre »* assure celui que le dictateur Mswati III a laissé aux commandes. Ce mégalomane qui règne depuis 35 ans aurait fui en Afrique du Sud. Selon Amnesty International, les manifestants pro-démocratie réclament des réformes profondes, une liberté d'expression et d'association politique dont ils sont privés depuis l'avènement du dernier monarque absolu du continent. Wandile Dlodlu, Secrétaire général du Mouvement démocratique uni du peuple (PUDEMO), signalait un bilan provisoire de 15 morts et 500 blessés, dont une quinzaine dans un état critique, ainsi que plus de 300 arrestations. Il est difficile d'avoir des informations régulières car internet et le téléphone ont été coupés à plusieurs reprises.

Les États-Unis ont appelé le gouvernement swazi à faire preuve de retenue et respecter les droits humains (!). L'ANC a condamné la «répression brutale» du mouvement pro démocratie et demandé au roi de l'Eswatini d'abandonner l'autocratie. Les manifestants eux, majoritairement des jeunes, ont promis de ne pas abandonner le mouvement.

En 2016 un rapport de la CSI (International Trade Union Confédération) dénonce les expulsions forcées de communautés rurales pour l'aménagement de plantations de canne à sucre. Mais aussi les morts et les maladies causées par l'exposition des paysans aux

herbicides, le travail des enfants, les licenciements abusifs et le harcèlement de représentants syndicaux, ainsi que des semaines de travail jusqu'à 60 heures sans paiement d'heures supplémentaires. Toujours d'après le même rapport, les femmes qui se retrouvent enceintes sont renvoyées et finissent fréquemment dans une



misère noire.

Pour mémoire, Mswati III a choisi sa 14ème femme (ou 15ème selon les sources) lors d'un concours de beauté auquel participent chaque année des milliers de jeunes célibataires enroulées dans leurs pagnes, seins nus et revêtues de colliers de perles, qui défilent devant le roi polygame âgé alors de 45 ans. Il est à la tête de l'un des plus pauvres pays d'Afrique, au bord de la banqueroute, la population ne supporte plus les excès de dilapidation de budget de l'Etat que le roi confond avec le sien. Sa fortune était estimée à plus de 200 millions de dollars.

TCHAD

La Fédération de la Résistance Tchadienne en France appelait à une manifestation le samedi 26 juin 2021 à Paris contre l'exécution des prisonniers de guerre au Tchad.

Pour rappel entre le 12 et le 23 avril, 2021 des affrontements ont eu lieu dans le nord du Tchad entre l'armée d'Idriss Deby, milices comprises, et des rebelles menés par le FACT (Front pour une Alternance et la Concorde au Tchad). Le dictateur est mort à cette période et beaucoup de rebelles ont été arrêtés.

"Le fils d'Idriss Deby soutenu par le gouvernement français a confisqué le pouvoir sous couvert de la mise en place d'un CMT (Conseil Militaire de Transition) composé de 15 généraux ayant participé à la dictature depuis 30 ans. Alors que le CMT essaye de se valoriser aux yeux du monde, dès les premiers jours ils ont assassiné 27 manifestants et interpellé des centaines d'autres. Le CMT communique sur le respect des conditions de détention des prisonniers de guerre, alors que discrètement ils les exécutent lâchement. Parmi ces prisonniers de guerre, froidement assassinés, il y avait notre camarade Ali Ibrahim, étudiant en Italie et militant contre la dictature au

Tchad. Il a été à nos côtés dans toutes les manifestations, en France comme en Europe. Puis les mauvaises conditions d'accueil en Italie et la complicité de l'Etat Français à la dictature mis en place l'ont poussé à rejoindre la rébellion. En sa mémoire, celle de tous les prisonniers exécutés, et les prisonniers encore enfermés, nous demandons le départ du CMT et de l'armée française au Tchad.

Nous interpellons l'Union africaine, les Panafricanistes, l'ONU et le peuple français à régir sur ce qui se passe actuellement au Tchad.

UNITE LIBERTE COURAGE"



CULTURE

Les rendez-vous d'Art-Z

La Galerie Art-Z accompagne depuis vingt ans les créateurs. « L'Afrique est aujourd'hui un continent vibrant de créativité. Dans les mégapoles comme dans les lieux reculés, des centaines d'artistes développent des univers complexes et riches. Cette créativité s'expose sur tous les continents au travers des foires internationales, dans les musées ou les galeries qui ont bien compris que c'est de là, de l'Afrique, que peut émerger une nouvelle donne esthétique. L'expansion des grands centres

urbains, ainsi que l'émergence d'une nouvelle classe sociale aisée, avec de nouveaux goûts et de nouvelles aspirations, ont également contribué à cet essor. »

Actuellement la galerie présente l'exposition " Evans Mbugua and Guests" prolongée jusqu'au 24 juillet.

A partir du 24 juin et jusqu'au 24 juillet une collection inédite de sculptures contemporaines du Zimbabwe. Hommage à la "première génération" de sculpteurs, et en particulier à Lazarus Takawira, mort du Covid 19 en janvier dernier.



©Bernard Matemera

Exposition « C'est quoi le colonialisme aujourd'hui ? »



La FASTI (Fédération des Associations de Solidarité avec Tout.es les Immigré.es) a réalisé une exposition dont l'objectif est de susciter, par un outil accessible, des rencontres et des échanges sur la manière dont se pose la question coloniale aujourd'hui.

« A travers 10 exemples concrets et actuels de la politique coloniale française, cette exposition présente ses traductions les plus manifestes et traditionnelles (les territoires d'Outre-mer, les interventions militaires), ses formes plus récentes (l'accaparement des terres, les accords de partenariats économiques, la gestion des migrations, le franc CFA, la dette et l'extractivisme) et enfin, ses manifestations plus indirectes à travers le soutien de la France au colonialisme israélien et marocain ».

L'exposition composée de 12 panneaux est à la disposition sur son site internet et peut être téléchargée pour impression. Une brochure l'accompagne elle comprend, outre des textes de l'exposition, un éditorial de la commission et des idées pour lire, voir, écouter afin d'aller plus loin dans la connaissance.

<https://www.fasti.org/Sortie-de-l-expo-C-est-quoi-le-colonialisme-aujourd-hui>



HISTOIRE

Algérie 18 juin 1845 - les grottes de Dahra près de Mostaganem

Les consignes du Général Bugeaud, gouverneur général en Algérie, promu Maréchal de France deux ans avant, étaient claires : « *Si ces gredins (les indigènes) se retirent dans leurs cavernes, fumez-les à outrance comme des renards* ».



Les consignes exécutées à la lettre par le Colonel Péliissier qui avait cerné les membres de la

tribu des Ouled Riah fuyant devant l'avancée des troupes françaises. Dans son rapport à Bugeaud, Pelissier indique « dès lors ; je n'eus plus qu'à suivre la marche que vous m'aviez indiquée : je fis faire une masse de fagots et, après beaucoup d'efforts, un foyer fut allumé et entretenu à l'entrée supérieure de la grotte ». La technique de « la terre brûlée », mise au point par le grand criminel de guerre fut efficace : entre 700 et 1000 morts, des hommes, des femmes et des enfants. L'œuvre civilisatrice de la France s'accomplissait en Algérie. Les valets d'une puissance coloniale infligent avec le même allant leurs basses œuvres au peuple colonisé comme au peuple du colonisateur s'il est indocile. Ainsi le Maréchal

Bugeaud en février 1848 enrageait-il à propos de l'insurrection populaire parisienne qui conduisit le roi Louis-Philippe à abdiquer, « Qu'on me laisse faire et tirer au canon, il y aura du sang répandu ; mais demain soir la force sera du côté de la loi, et les factieux auront leur compte. » Ce fut fait quelques mois plus tard à l'issue de la brève expérience de la 2ème République porteuse d'un immense espoir populaire. L'armée et les gardes mobiles ont brisé l'insurrection d'ouvriers et d'artisans parisiens barricadés dans l'est de Paris. Les bombardements de plusieurs jours ont massacré entre 3500 et 10000 insurgés selon les témoins. Un grand nombre de survivants ont été déportés dans les bagnes.

« Lumumba et la fin de la colonisation belge »

Dès 1956, l'histoire s'accélère et des cercles congolais revendiquent la fin du colonialisme. C'est le cas du Manifeste de l'Association des Bakongos (ABAKO), auquel s'associent des progressistes religieux. En 1958, le Mouvement National Congolais est fondé par, entre autres, un certain Patrice Emery Lumumba. Un an plus tard, à Kinshasa (ex-Léopoldville), trois jours d'émeutes sont réprimés dans le sang. C'est le choc à Bruxelles pressée par l'ONU et les Etats-Unis de procéder d'urgence à une transition vers l'indépendance du Congo. Dans la précipitation et malgré les appels à une décolonisation à entreprendre d'urgence avec les leaders congolais, malgré les contacts établis par le parti socialiste et très activement par le parti communiste, mais aussi par les soutiens anticoloniaux d'associations de paix

(notamment le MIR-IRG) et des syndicats, la Belgique s'obstine sur la voie de plans foireux favorisant une « élite locale » pro-belge, pro-occidentale et anticommuniste. Plébiscité par la population congolaise lors des élections organisées par la puissance coloniale, en avril 1960, Patrice Lumumba ose dire au Roi Baudouin la souffrance imposée par le colonialisme belge et promet une juste redistribution au peuple congolais des richesses dont il a été spolié jusqu'alors. Il est aussitôt considéré par l'Occident comme l'homme à abattre.



La droite conservatrice, les holdings belges et les missionnaires, en bonne entente avec la CIA, combattent par tous les moyens le leader tiers-mondiste qu'est Lumumba. Il suffira de quelques mois entre le jour de l'indépendance, le 30 juin 1960 et le 16 janvier 1961 pour orchestrer son assassinat ainsi que celui de deux compagnons de lutte : Maurice Mpolo et Joseph Okito. Plus tard, sept autres leaders politiques congolais seront pendus. Cette même droite politique s'emploiera ensuite à dépecer le Congo en incitant les riches provinces du Katanga et du Kasai à faire sécession».

Extrait de la contribution de Pierre Galand «*Le colonialisme au Congo belge. Une histoire sans fin?*» sur www.afaspa.org – Rubrique Coup de cœur et coup de gueule des adhérents et de leurs ami.es.